

## LE DEBRIEF D'API N°29 29 JUILLET 2025

Lors du dernier debrief, nous attendions tous, plume suspendue, les retombées possibles de l'attaque israélienne sur l'Iran dans le Caucase. Finalement, la situation semble s'être, pour le moment, apaisée, et l'intervention des États-Unis le 22 juin n'a pas fait basculer la région encore davantage dans la guerre. Si les réfugiés venus de l'État voisin ont continué à affluer vers Meghri après l'arrêt des combats, comme l'a montré la journaliste Taline Oundjian dans un [reportage France 24 le 26 juin](#) dernier, la situation s'est peu à peu stabilisée. Comme l'avait bien rappelé Taline Papazian dans le dernier debrief, cette guerre-éclair est venue rappeler encore un peu plus à l'Arménie sa situation d'enclavement, et ses vulnérabilités face aux conflits entre les puissances régionales. L'horizon de la guerre, tel qu'il est défini par Carl Schmitt, Norbert Elias ou encore Michel Foucault, permet de comprendre comment la simple possibilité du conflit transforme déjà les structures sociales, les mentalités et les comportements collectifs. En Arménie, cela se manifeste par une société en permanence sur le qui-vive, ce qui a été particulièrement flagrant le mois dernier.

La plupart des articles de ce débrief n°29 - mon premier - traitent donc du discours, car cet horizon permanent de la guerre entraîne toutes sortes de pratiques discursives qui peuvent parfois se révéler dangereuses. La désinformation ambiante inhérente aux nouvelles manières de consommer l'information, ainsi que les nombreux mécanismes de propagande à l'œuvre - destinés à persuader plus qu'à convaincre - font qu'on peut trouver tout et son contraire sur un même sujet. Ce mois-ci, Armenia Peace Initiative propose quatre articles sur ce thème, l'une sur la consommation de l'information, à travers les exemples des accusations de conjuration à l'encontre d'une partie de l'opposition ; l'autre sur la question du nom et ses usages politiques qui tendent à trahir les loyautés d'un locuteur, voire à historiciser une appartenance ethnique sur la base d'un argument fallacieux.

Nous vous proposons aussi d'écouter l'interview du directeur du centre d'études politiques Ankara, Mehmet Fatih Ceylan, qui, invité en juin sur le plateau de Dilemme, détaille la situation au Caucase vue de Turquie. Il s'agit, bien sûr, des mots d'un ancien ambassadeur, et c'est à la lumière de son parcours que ses mots doivent être analysés.



Enfin, Nerses Kopalyan, maître de conférences en sciences politiques à l'université du Nevada aux États-Unis et contributeur régulier sur les questions de sécurité et de défense pour EVN Report, a proposé une excellente analyse de la situation arménienne au regard de la guerre israélo-iranienne du mois dernier. Nous l'avons déjà mise en ligne, et invitons ceux de nos lecteurs qui ne l'auraient pas lue à la découvrir.

Enfin, - et c'est peut-être le plus important en plus d'être le sujet du cinquième article présenté ce mois-ci - Armenia Peace Initiative a obtenu il y a peu une subvention du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que des subventions du Fonds arménien de France et de la fondation Hovnanian. Ces financements nous permettent de continuer nos opérations sur le terrain. Ils permettront d'étendre et de consolider notre programme de formation aux premiers secours auprès des populations des villages frontaliers. Ces nouveaux soutiens institutionnels et privés renforceront l'ancrage du dispositif dans les régions stratégiques du Tavush, du Gegharkunik et du Syunik. Déployée dans la zone frontalière depuis mai 2024, l'équipe a organisé des sessions de formation dans vingt-neuf localités rurales établies dans un rayon de dix kilomètres de la frontière avec l'Azerbaïdjan.

Ce programme a déjà touché plus de sept cents habitants de ces communautés frontalières, dont cent vingt et un membres du personnel médical local. L'expérimentation menée dans les communes de Jujevan et Dovegh illustre concrètement l'impact de ce dispositif. Grâce au financement accordé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, trente et une personnes ont pu être initiées aux gestes de premiers secours, tandis que quatre soignants locaux ont été mobilisés pour encadrer ces formations. Fort de ces premiers résultats encourageants, le programme s'étendra cette année vers la région du Gegharkunik, toujours avec le soutien financier du ministère.

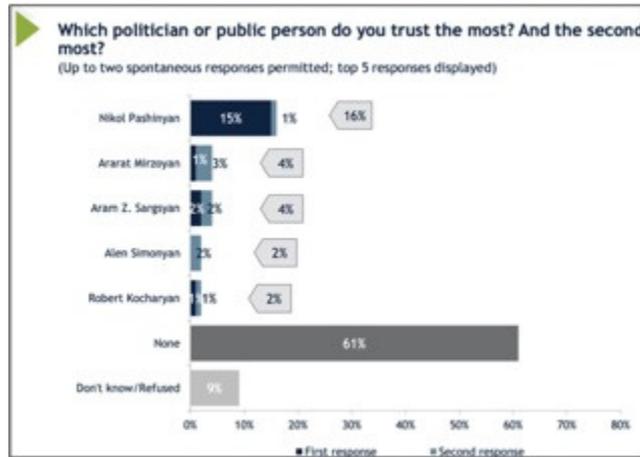
Alors que l'été bat son plein, nous préparons d'ores et déjà quelques lectures pour votre mois d'août et continuerons à vous tenir informés des évolutions dans le Caucase !

Bonne lecture à tous,

*Elodie Gavrilof*



# 1. L'information sous pression : comment s'informer sur la situation en Arménie ?



par Elodie Gavrilof

## Le contexte

Le 25 juin 2025 étaient arrêtés Bagrat Galstanyan et certains de ses partisans, au motif qu'ils auraient été en pleine préparation d'un coup d'État contre le gouvernement actuel. Immédiatement, les médias et certaines personnalités publiques s'expriment sur le sujet. Certaines plateformes, comme ArmTimes ou Civic.am viennent confirmer les accusations, publiant notamment un "plan" qui aurait été fomenté par les conjurés. D'autres médias mettent en doute ces accusations, relevant un certain nombre d'incohérence dans les informations présentées en guise de preuve. Ces versions multiples sont l'illustration de fractures politiques immenses, et le résultat d'un manque de confiance criant en les autorités, qui sont notamment rendues visibles chaque année par l'étude publiée par l'International Republican Institute. Les deux dernières études viennent confirmer une tendance nette : les Arméniens sont de plus en plus nombreux à trouver que le pays avance dans la mauvaise direction, et surtout, ne voient en aucune personnalité politique un éventuel leader digne de ce nom.

## L'analyse

L'arrestation d'une partie de l'opposition politique sur des motifs extrêmement graves et les questions qui s'ensuivent pointent du doigt des modes nouveaux de consommation de l'information. L'instantanéité des nouvelles, ainsi qu'une diffusion de l'information particulièrement chargée en émotions peut priver le lecteur du recul et du temps nécessaire au traitement de celle-ci. Lors d'incidents politiques majeurs survenus dans un contexte de crise politique, il convient de vérifier chaque information. Dans ce cas précis, les accusations portées par l'un et l'autre des deux camps sont particulièrement graves : alors que l'opposition est accusée d'avoir fomenté un coup d'État, celle-ci avance qu'il s'agit d'un coup monté par les autorités. Il est indispensable de laisser du temps au temps afin d'y voir plus clair, et cela nécessite d'accepter de ne pas tout savoir immédiatement. C'est la raison pour laquelle API n'a rien publié sur le sujet dans les jours qui ont suivi.

## 2. Du nom au territoire : Stratégies nationalistes et manipulation toponymique



*par Elodie Gavrilof*

### Le contexte

La question du nom fait rage dans certains cercles, notamment depuis 2020. La toponymie est agitée comme argument d'autorité, et les cartes deviennent l'illustration de l'appartenance d'un espace à l'une ou l'autre des communautés ainsi que de son ancrage à la fois dans le temps et dans l'espace. En ligne comme dans certains cercles diplomatiques, l'usage de la toponymie est devenu extrêmement politique. Artsakh, Shushi, Shusha, Azerbaïdjan occidental, Stepanakert, Khankendi... tous ces noms, lorsqu'ils sont employés, trahissent les loyautés du locuteur. La toponymie et l'usage des appellations sont brandis comme preuves historiques de l'appartenance territoriale à l'une ou l'autre des communautés. Pourtant, cette instrumentalisation occulte une réalité plus complexe : au XIX<sup>ème</sup> siècle, ces villes et villages possédaient souvent plusieurs noms, utilisés selon les langues en présence. Cette question du nom agite la région depuis le siècle dernier et la fin des Empires, où, en Turquie par exemple, les noms de lieux arméniens ou kurdes ont été turquifiés.

### L'analyse

Présenter le nom et utiliser des cartes comme argument de l'appartenance territoriale n'a aucun sens historiquement. Durant la période impériale, plusieurs noms coexistent : les villes ont un nom dans chaque langue pratiquée par ceux qui parcourent l'espace. L'historicisation des frontières remonte aux années 1920-1930, quand les Soviétiques tentent de justifier leurs frontières intérieures en faisant des habitants les descendants directs de ceux qui vivaient jadis au même endroit. Cette vision se heurte à la réalité des brassages démographiques. Point de passage stratégique, la région a été convoitée par les Empires pendant des siècles. Du traité de Qasr-i Chirin (1639) aux conflits du XVI<sup>ème</sup> siècle, elle traverse un « âge sombre » avec pillages et viols de guerre contribuant au métissage. Cette vision pseudoscientifique soviétique, avec sa quête d'homogénéité ethnique, contredit toute vérité historique : les populations contemporaines résultent des déplacements et brassages d'hier.

---

### 3. Arménie–Turquie : les clefs du dialogue selon Mehmet Fatih Ceylan



#### Le contexte

Mehmet Fatih Ceylan, ancien diplomate turc et désormais à la tête du Think Tank Ankara Politikalar Merkezi, le centre d'études politiques Ankara, a été invité sur le plateau de l'émission Dilemme le 15 juin 2025 afin de discuter du processus de normalisation des relations avec le pays, et surtout d'éclairer l'audience sur la position turque sur ces questions. Il a ensuite signé un article à ce sujet un mois plus tard sur le site du Think Tank. Selon lui, les deux pays auraient de nombreux avantages à tirer de la normalisation, notamment en matière d'économie. Selon lui, les « quatre principes » de l'Arménie — souveraineté, juridiction, égalité, réciprocité — pour encadrer l'ouverture des communications, sont pleinement compatibles avec le droit international. Il déclare qui demeure néanmoins suspendu à une condition préalable à l'issue et aux modalités incertaines : la signature d'un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

#### L'analyse

Si les déclarations de l'ambassadeur semblent encourageantes, certains éléments avancés paraissent difficilement réalisables. Les différents partenariats économiques conclus dans la région l'ont été sans l'Arménie, et il lui sera à priori difficile de s'y intégrer, même dans le cas de la signature d'un traité de paix avec l'Azerbaïdjan. Par ailleurs, la Turquie, elle-même fait face à de très graves difficultés dans le domaine, avec une monnaie très fragilisée. Elle demeure néanmoins une puissance importante dans la région, du fait notamment de son industrie de défense renouvelée, et de partenariats qu'elle a su nouer au sein d'alliances multiples. Le chemin de la normalisation semble encore particulièrement long et incertain, mais ces initiatives multipliées de dialogue apparaissent ici indispensables à la compréhension des attendus et buts des uns et des autres.

---

## 4. L'Arménie face aux turbulences régionales : la guerre des 12 jours et l'impératif de l'ambiguïté stratégique



### Le contexte

Le 13 juin 2025, le gouvernement Netanyahu a déclenché l'opération « Rising Lion », visant à détruire l'arsenal nucléaire iranien et à renverser le régime des mollahs. Cette offensive a frappé plusieurs sites stratégiques en Iran. Le conflit qui s'est ensuivi entre les deux États, puis l'intervention américaine — avec les bombardements des installations de Natanz, Fordo et Ispahan — ont déstabilisé davantage encore une région déjà mise à rude épreuve par l'anéantissement de Gaza. Vue d'Arménie, cette nouvelle guerre soulève de nombreuses interrogations, tant sur le plan sécuritaire que diplomatique, remettant en question l'équilibre des alliances régionales, car l'Azerbaïdjan demeure le principal allié d'Israël dans la région et partage 432 kilomètres de frontière avec l'Iran. L'Arménie se trouve ainsi dans une position délicate.

### L'analyse

Dans cet article, Nerses Kopalyan, enseignant-chercheur en sciences politiques à l'Université du Nevada et contributeur régulier d'EVN Report sur les questions de défense et de sécurité, développe le concept d'ambiguïté stratégique. Cette stratégie consiste à adopter délibérément des positions floues sur des questions politiques ou opérationnelles sensibles. Cette approche permet aux États d'éviter l'enlisement dans des conflits et de gérer les crises sans être contraints de prendre parti entre des puissances antagonistes. Pour les petits États, elle constitue essentiellement un instrument de gestion des risques, privilégiant des déclarations consensuelles sur des principes généraux tout en évitant les prises de position tranchées. Dans le cas de l'Arménie, il s'agit de continuer à diversifier ses partenaires tout en ne froissant aucun d'entre eux.

## 5. Premiers secours aux frontières : API soutenue par le MAE, la Fondation Hovnanian et le Fonds arménien de France



### Le contexte

Armenia Peace Initiative a obtenu une subvention du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, complétée par des financements de la Fondation Hovnanian et du Fonds arménien de France, pour consolider et étendre son programme MARCH de formation aux gestes de premiers secours dans les villages frontaliers du Tavush, du Gegharkunik et du Syunik. Lancé en décembre 2023, ce dispositif de deux journées de formation intensive, suivi d'un recyclage prévu 18 mois plus tard, transpose un protocole de l'OTAN aux besoins des civils exposés aux conflits, tremblements de terre et accidents majeurs. À l'issue de la formation, chaque stagiaire repart avec une trousse individuelle complète, tandis qu'une trousse collective est remise aux écoles, centres médicaux et municipalités. Depuis mai 2024, l'équipe a formé un à trois groupes d'une vingtaine de personnes dans vingt-neuf villages situés à moins de dix kilomètres de la frontière azérie, soit plus de 700 civils (121 professionnels de santé), dont 85 % de femmes.

### L'analyse

Dans les villages pilotes de Jujevan et Dovegh, la subvention du MAE a déjà permis de former 31 civils et de mobiliser quatre professionnels de santé, avec distribution systématique des trousse de secours. En 2025, ce soutien ministériel sera dédié au lancement des premières sessions dans la région de Gegharkunik, avant d'étendre les formations au district de Sissian (Syunik) à la rentrée. Les apports de la Fondation Hovnanian et du Fonds arménien de France garantiront la continuité et l'extension du programme\* vers ces zones stratégiques. La combinaison d'une méthodologie éprouvée, d'équipements de secours standardisés et de partenariats institutionnels durables renforce la résilience des communautés en première ligne des tensions régionales. Le recyclage systématique 18 mois après chaque session initiale assure la pérennité des compétences acquises et l'émergence d'un réseau de premiers répondants civils.

\*Action financée par MAE, Fondation de France, Fondation Hovnanian, Association Chene, Fondation Aznavour



Donner à Armenia Peace Initiative, c'est agir concrètement en faveur de la pérennité de l'Arménie. Tous les dons, quel que soit leur montant, rendent nos actions possibles, qu'il s'agisse de promouvoir la paix ou de renforcer la sécurité.

Ce printemps, aidez-nous à financer  
**nos formations en cybersécurité**

Vous voulez nous aider ?  
Il n'y a pas que le soutien financier qui compte.  
Votre travail et votre bonne volonté sont les bienvenus !  
Vous avez des compétences en levées de fonds, cybersécurité ou en communication?  
**Contactez-nous !**



[www.armeniapeace.org](http://www.armeniapeace.org)



[API Armenia Peace Initiative](https://www.linkedin.com/company/api-armenia-peace-initiative)



[Armenia Peace Initiative API](https://www.facebook.com/ArmeniaPeaceInitiativeAPI)



[@ArmeniaPeace](https://twitter.com/ArmeniaPeace)